

<p align="center">Procès - verbal de séance du conseil municipal Jeudi 01 juillet 2010</p>
--

Convocation du 25 juin 2010

L'an deux mil dix, le 1^{er} juillet à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Clément Jean-Luc, Duc Serge, Dugelay Denis, Fernandez Vincent, Gabanou-Paul Agnès, Garcin André, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés :

Corine Modanese représentée par Matthieu Allain-Launay

Absent : Serge Duc

Secrétaire de séance : Jacques Michalinoff

Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, assure une prise de notes pour complément.

Présents : 13 Votants : 14

En introduction, Le Maire aborde l'affaire Habert

"Nous avons reçu le 15 juin l'arrêt de la chambre sociale de la cour d'appel de Grenoble pris le 8 juin. Cet arrêt condamne la commune, en tant qu'employeur, à payer 73 000 euros d'indemnités diverses aux parents de Bruno.

Je ne m'attendais pas du tout à une telle décision d'autant que deux tribunaux déjà sollicités par M. et Mme Habert s'étaient prononcés :

- *le 4 mai 2007, le juge d'instruction du tribunal pénal de Gap avait rendu une ordonnance de non-lieu,*
- *le 11 septembre 2009 le tribunal des affaires sociales de Gap les avait déboutés de leurs demandes.*

Il ressort de l'arrêt de la cour et du courrier de notre avocat que :

- 1) les indemnités seront payées aux époux Habert par la caisse primaire d'assurance maladie, à charge pour elle d'en demander le remboursement à la commune et à son assureur,*
- 2) notre assurance (Groupama) prendra en charge les conséquences financières de cette condamnation,*
- 3) le délai maximum pour déposer un pourvoi en cassation est de 2 mois, la date limite pour le faire est donc le 8 août,*
- 4) la cour de cassation juge si la décision rendue est bien conforme à la loi, elle ne procède pas à un nouvel examen des faits,*
- 5) l'exercice d'un pourvoi en cassation n'empêche pas les bénéficiaires du jugement de le faire exécuter.*

La décision de la cour d'appel de Grenoble ne me paraît pas acceptable, à la limite insupportable. Notre première réaction est de porter l'affaire devant la cour de cassation avec l'appui de l'Association des Maires de France puisque cette décision impacte tous les élus municipaux. J'ai donc transmis le dossier aux juristes de l'AMF pour examen.

Mais, aller en cassation suppose que :

- 1) *Groupama accepte de financer les frais afférents,*
- 2) *l'on reparte pour des années de procédure et que le prochain Conseil Municipal reçoive ce dossier en héritage,*
- 3) *l'on soit sûr, après cassation, que le nouveau jugement nous soit favorable,*
- 4) *et que, dans ce dernier cas, l'on exige des parents Habert le remboursement des sommes qui leur auront été versées.*

Compte tenu de tous ces éléments, et après en avoir discuté avec tous ceux d'entre vous que j'ai pu rencontrer, je propose que, sauf recommandation exceptionnelle des juristes de l'AMF, nous ne portions pas l'affaire devant la cour de cassation.

En cas de nouvelles significatives de leur part, nous organiserons une nouvelle réunion du Conseil Municipal et délibérerons avant d'entamer, ou non, la procédure de cassation.

Je pense avoir exprimé la position la plus consensuelle après les discussions que nous avons eues et je propose que l'on s'en tienne là pour aujourd'hui."

Agnès Gabanou ajoute qu'il est important de rappeler que la responsabilité communale n'a pas été retenue au pénal, que les notions de mise en sécurité doivent être rappelées systématiquement aux agents, bien que l'employé fut largement majeur et responsable.

Ordre du jour :

- Mise en conformité du plan local d'Urbanisme avec le crédit-bail de la ferme relais des Guérins
- Levée d'option anticipée du crédit-bail
- Etude de l'extension du réseau d'assainissement aux quartiers de Saint Laurent et des Courtès
- Questions diverses

➤ Mise en conformité du plan local d'Urbanisme avec le crédit-bail de la ferme relais des Guérins

M. Le Maire rappelle qu'un crédit bail immobilier a été signé avec M.Mme Pierre Busin le 30 janvier 2006 définissant les modalités de mise à disposition de la ferme communale des Guérins. Par convention signée le 30 avril 2007, une nouvelle parcelle de 1520 m² au Nord de la ferme a été ajoutée à l'ensemble ferme relais défini dans le crédit bail initial afin de permettre à l'exploitant d'y construire un hangar agricole. Cette convention a été intégrée au crédit bail par avenant notarié le 2 mai 2008.

Le PLU de la commune a été approuvé le 15 janvier 2008 délimitant entre autre, le zonage Ac du pourtour de la ferme, sans prendre en compte la nouvelle parcelle (demande des acquéreurs qui souhaitent étendre le bâtiment côté Sud Est). Aujourd'hui, M. Mme Busin souhaiteraient construire un hangar sur cette parcelle.

L'extension du zonage est soumise soit à modification, soit à révision simplifiée du PLU. M. Le maire se charge d'interroger le cabinet Estrangin pour régulariser la situation.

➤ Levée d'option anticipée du crédit-bail :

Demande de M.Mme Busin,

Malgré le délai incompressible de 10 ans (recommandé par le précédent conseil afin de garantir la pérenité de l'activité), Il suffit qu'il y ait accord des deux parties.

Renseignements seront pris auprès de DEXIA afin de connaître les dispositions du remboursement.

Considérant que l'objectif est atteint (pleine activité de la ferme et dynamisme des locataires) le conseil se prononce favorablement à condition que tous les frais annexes (notaires, financiers et administratifs) soient pris en charge par le demandeur.

➤ **Etude de l'extension du réseau d'assainissement aux quartiers de Saint Laurent et des Courtès :**

Le maire propose au conseil municipal une délibération relative à l'extension du réseau d'assainissement aux hameaux de Saint Laurent et des Courtès, qui confierait la Maîtrise d'ouvrage à la CCTB.

Les conseillers rappellent que la capacité de la STEP était prévue pour recueillir les effluents du chef lieu (haut du village compris).

Matthieu Allain Launay pense que le haut du village ne s'urbanisera pas rapidement (projet pharaonique, coûteux et non rentable) et précise que le choix du précédent conseil était celui d'un assainissement collectif à minima, il considère qu'une concentration excessive dans les hameaux remet en cause le PADD et toute la politique d'aménagement du territoire communal.

La délibération de principe est mise au vote

Présents : 13 Votants : 14

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet d'assainissement collectif des quartiers de Saint-Laurent et des Courtès.

Il précise que ces futurs réseaux seront raccordés au réseau existant et les effluents seront traités par la station d'épuration des Dômes. La capacité de celle-ci sera augmentée en fonction des besoins occasionnés par les projets. Il rappelle que les stations d'épuration sont de compétence de la Communauté de Communes. Il est demandé à cette dernière d'étudier l'extension de l'unité de traitement ici concernée.

Par ailleurs, la station d'épuration des Guérins doit être réhabilitée ou reconstruite. La Municipalité demande à Monsieur le Président de la CCTB de lancer également l'étude relative à la faisabilité de ce projet.

Il expose à l'Assemblée que l'extension du réseau aux hameaux de Saint Laurent et des Courtès, y compris les travaux qui pourront être réalisés au vu des préconisations des études, peut être confiée à un maître d'ouvrage délégué. Il propose de solliciter de la CCTB une étude des coûts d'extension des réseaux et, le cas échéant, une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée dont les modalités seront à étudier ultérieurement en fonction des besoins arrêtés par la commune.

Etant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- **Approuve** les propositions de Monsieur le Maire ;
- **Décide** de solliciter de Monsieur le Président de la Communauté de Communes une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à ce projet d'assainissement, en précisant que les modalités techniques de cette mission seront précisées et délibérées ultérieurement ;
- **Demande** à Monsieur le Président de la Communauté de Communes d'étudier l'augmentation de la capacité de traitement de la station des Dômes en lien avec la création des réseaux d'assainissement des quartiers de St Laurent et des Courtès, ainsi que la reconstruction de la station des Guérins ;
- **Charge** Monsieur le Maire du suivi de cette procédure.

Questions diverses :

Protection des captages de sources :

Les acquisitions foncières sont en cours de négociation, les époux Bourricard souhaitent finaliser par un échange de terrain (partie d'un chemin vert devant leur maison contre le périmètre de protection de la source, environ 8000 m²) compte tenu des écarts de surfaces, Jacques Michalinoff propose le prix suivant : périmètre du captage : 0.50 € et chemin rural : 4 euros.(prix à affiner après bornage et négociations).

Les riverains sont d'accord sur la démarche, d'autant que MM. Delanerie profiteraient de cette occasion pour acquérir le terrain en bordure de leur habitation (suite à leur demande en date du 26 mars 2009). Les frais de notaire et bornage restant à leur charge.

Le Maire demande aux conseillers d'assister à une réunion de concertation sur site avec les riverains, samedi 10 juillet. Seront présents : MM Para Aubert, Clément, Garcin, Meunier, Raizin.

En ce qui concerne les périmètres de protection des sources des Ubacs (M. Jean) et des Roses (Consorts Ligozat), la commune négociera sur la base du coût moyen des terres agricoles (0.50 €).

Lotissement d'artisans : la pose des pierres du mur d'angle a été bâclée par l'entreprise Abrachy qui sera contactée pour une reprise du travail.

Tous les lots sont vendus et 3 permis sont accordés, M. Le Maire propose de rencontrer tous les acquéreurs (vendredi 10 septembre).

Travaux AEP : les travaux de sécurisation (pose de by-pass) sont subventionnés, S. Raizin s'engage à rédiger les CCAP et CCTP afin de réaliser rapidement les travaux.

Ecole numérique rurale : la convention concernant l'équipement de l'école a été signée avec l'inspection académique, le devis du projet s'élève à 14 121.17 € TTC ; l'école sera équipée à la rentrée d'un meuble mobile de 8 PC, d'1 portable pour le poste enseignant, d'1 TBI + vidéo projecteur mobile.

Le maire fait part de la démission de l'animateur de l'Etablissement Public Numérique au sein de la CCTB, l'activité est mise en sommeil cet été et les modalités de reprise seront étudiées à la rentrée.

Véhicule communal : le nouveau Partner de Peugeot a été livré, son identification par adhésif se fera en cours d'été (devis Sté Identique : 25 € le m²).

Etude touristique Sommival pour Céüze : le maire fait état du compte rendu de la réunion du 18 juin avec la CC2B et insiste sur le slogan retenu : "*Céüze, la station sans canon à neige*", le bureau d'études souhaitant transformer le handicap en positif et développer les activités 4 saisons...La décision sera prise par les élus de la CC2B.

ONF et entretien des routes forestières de Céüze :

L'ONF a fait connaître son intention de réaliser des travaux d'entretien sur les routes forestières de Céüze (financements européens dans le cadre de la protection incendie DFCI) et souhaite faire accéder les engins par la voie rurale dont le tonnage est limité par arrêté municipal, en contrepartie, l'ONF s'engage à faire réparer la route détériorée par le passage des forestiers lors de la dernière exploitation, pour un montant de 2 000 €.

Des conseillers sont opposés à cette transaction compte tenu du montant de la somme et des difficultés à obtenir un arrangement à l'amiable pour le litige en cours.

Pas de question du public.

La séance est levée à 22 heures 55

➤ **Délibérations du conseil municipal :**

- Etude de l'extension du réseau d'assainissement aux quartiers de Saint Laurent et des Courtès

Lu et approuvé, le conseil municipal